

STRATÉGIE

Qui peut arrêter
Karl Rove?

Page B 2



CONGRÈS

Les républicains
pourraient renforcer
leurs assises

Page B 5

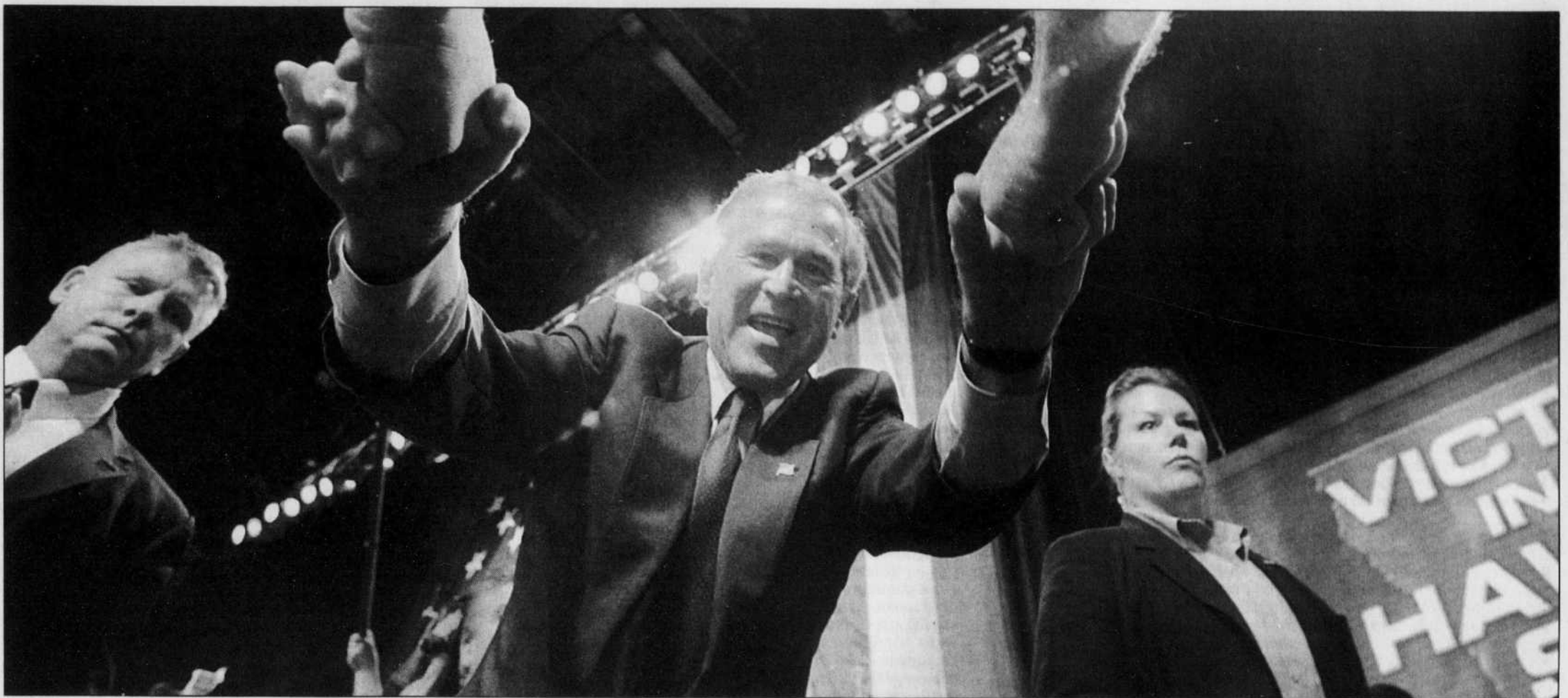


PRÉSIDENTIELLE 2004



L'heure de vérité approche. Dans moins d'une semaine, les Américains iront aux urnes afin de voter pour leur candidat favori à la présidence. Cette lutte électorale aux échos planétaires devrait demeurer passionnante jusqu'à la dernière minute — et même après. Pour nous éclairer et nous informer, les chercheurs de l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM nous offrent aujourd'hui dans les pages du *Devoir* une solide série de textes sur le sujet. Pourquoi George W. Bush reste-t-il populaire malgré ses erreurs et ses errements? Le taux de participation électorale aux États-Unis est-il vraiment aussi bas qu'on le pense? Le monde sera-t-il différent après le 2 novembre? Quel est le poids du Congrès sur la suite des choses à la présidence? Autant de questions, autant de réponses à découvrir dans les pages qui suivent. Bonne lecture.

— Jules Richer, directeur de l'information



TIM BOYLE AFP

Bush : usurpateur ou reflet de l'Amérique?

JEAN-FRÉDÉRIC
LÉGARÉ-TREMBLAY

Malgré une économie mal en point, des pertes d'emplois records, un déficit budgétaire sans précédent et un opprobre international quasi unanime, Bush persiste et signe avec son programme politique avec, semble-t-il, l'approbation d'une majorité d'électeurs américains. Incohérence? Ignorance? Manipulation? Pour comprendre ce comportement électoral, il faut cesser de regarder les États-Unis à travers le prisme de notre propre culture politique, par définition plus à gauche et plus proche de la culture libérale et urbaine du Nord-Est américain, pour observer sans a-priori celle qui prospère dans le reste du pays.

On aura tôt fait d'user de raccourcis et de raisons trop partielles pour expliquer la popularité des républicains à l'heure actuelle. Ainsi en est-il des attentats du 11 septembre 2001. Plusieurs, à l'extérieur des frontières américaines, voient en effet dans le comportement actuel des Américains une aberration, comme si les attentats n'avaient que momentanément changé le visage des États-Unis, comme si, pour un temps, les Américains n'étaient plus tout à fait eux-mêmes. Pourtant, une nuance s'impose. Si les attentats ont effectivement changé le comportement politique des Américains, ils ne l'ont pas véritablement transfiguré: ils l'ont plutôt révélé. Quelles sont donc les origines culturelles d'un tel comportement?

Une bonne partie de la réponse se trouve dans ce qu'on appelle le jacksonisme. Parce qu'elle fait réfé-

rence au président Andrew Jackson (1830-38), cette culture politique n'est évidemment pas nouvelle. Elle a cependant pris de l'ampleur depuis les années 1960 et domine le paysage social et politique du pays depuis les années 1990. C'est un aspect des États-Unis que nous connaissons peu car, comme le mentionne l'historien Walter Russell Mead, il ne s'agit pas d'un courant intellectuel ou strictement politique mais bien de l'expression populaire de valeurs sociales, culturelles et religieuses que partagent un grand nombre d'Américains. Toutefois, avec George W. Bush à la présidence et tandis que le Congrès est largement dominé par les républicains depuis 1994, l'Amérique jacksonienne se reconnaît plus que jamais dans ses élites politiques washingtoniennes.

Le jacksonisme se traduit en politique intérieure par des valeurs comme l'individualisme entrepreneurial, la foi religieuse, le respect de principes moraux traditionnels, le patriotisme et une relation quasi affective avec les armes à feu. Ce sont là des valeurs qui tranchent, pour l'essentiel, avec celles qu'on retrouve ailleurs en Occident. Par exemple, alors que l'opinion publique mondiale les juge très sévèrement, 72 % des Américains continuent de se dire «très fiers» de leur pays, un taux inégalé dans les autres pays occidentaux. Il en va de même de la religion: 85 % d'Américains se disent croyants et 40 % se réclament du courant évangélique (par définition un mouvement religieux rassemblant des croyants de différentes confessions qui

ont rencontré Jésus et effectué une conversion religieuse et morale personnelle).

On associe aisément Bush à ces valeurs. Or ce qui est plus révélateur encore de leur prépondérance aux États-Unis est l'attitude de John Kerry vis-à-vis celles-ci. Au lieu de se distancier de ces valeurs traditionnelles et conservatrices, il cherche plutôt à s'y identifier. Ceci a été manifeste lors du dernier débat présidentiel: John Kerry n'a pas manqué de dire, comme il le réitére constamment depuis quelques semaines, qu'il a été enfant de chœur, qu'il chasse et possède une arme à feu, qu'il estime que le mariage doit être entre un homme et une femme et qu'il veut réduire la charge fiscale de la classe moyenne. Kerry souhaite donc convaincre les Américains que le Parti démocrate est en phase avec la société américaine. À l'inverse, Bush et les républicains se présentent comme les représentants légitimes de ce courant. En effet, la foi religieuse du président Bush, de même que sa posture conservatrice sur les questions sociales et fiscales comme l'avortement, le mariage homosexuel, le port d'armes et les baisses d'impôts, n'est plus à démontrer.

C'est cependant en politique étrangère que la fibre jacksonienne du peuple américain est aujourd'hui la plus manifeste. Le jacksonisme affiche en effet ses préférences pour les solutions militaristes et unilatéralistes. Cette façon de penser orientait déjà les politiques de Bush avant le 11 septembre 2001, notam-

ment avec la hausse du budget militaire et le retrait de plusieurs traités internationaux, mais c'est après cette date, comme on le sait, qu'elle s'est surtout révélée. Si le ralliement autour du commandant en chef s'est atténué depuis, accusant un fléchissement du taux d'approbation de la politique étrangère, il reste que l'«effet 11 septembre» joue toujours en faveur de Bush. Le président sortant demeure aujourd'hui, pour les Américains, le candidat le plus à même de défendre le pays. Ainsi, un État d'allégeance traditionnellement démocrate comme le New Jersey pourrait, lors de cette élection, pencher du côté des républicains tant le souvenir de l'écroulement des tours jumelles reste vivace.

Kerry et ses conseillers semblent conscients de la prégnance de cette culture politique. Le candidat démocrate répète ainsi régulièrement qu'il aura raison des terroristes là où ils seront et qu'il ne laissera jamais les questions de sécurité nationale entre les mains d'un gouvernement étranger ou d'une organisation internationale. L'interventionnisme militaire et l'unilatéralisme font donc partie intégrante de son programme. Mais une fois encore, Kerry paraît être à la remorque de Bush, qui incarne avec une plus grande authenticité ces valeurs jacksoniennes. Vue à travers le prisme de cette culture politique de plus en plus saillante aux États-Unis, la popularité du président Bush dans cette campagne électorale paraît dès lors beaucoup moins saugrenue.

L'auteur est chercheur-boursier Marc-Bourgie à la chaire Raoul-Dandurand et candidat au doctorat en science politique à l'UQAM.

Il faut cesser
de regarder
les États-
Unis
à travers
le prisme de
notre propre
culture
politique

Déficit démocratique à l'américaine

ÉLISABETH VALLET

Étrange assertion que d'affirmer que l'Amérique est affligée d'un taux d'abstention record... symptomatique d'une démocratie moribonde.

En effet, le calcul du taux d'abstention qui établit que seul un Américain sur deux vote est bien singulier. Ce taux est en effet exprimé en pourcentage de la «population en âge de voter». C'est là que le bât blesse: la plupart des démocraties calculent leur taux d'abstention — et, ce faisant, leur taux de participation — en pourcentage des électeurs inscrits. Or la «population en âge de voter» comprend, outre les électeurs inscrits, les citoyens non inscrits sur les listes électorales, les immigrants non citoyens (tels les résidents permanents) ainsi que les criminels déchus de leurs droits civiques. On comprend donc l'ampleur de la distorsion. Calculé en pourcentage des inscrits, le taux de participation aux élections présidentielles américaines atteint souvent... les 70 %, un chiffre tout à fait ho-

norable pour une démocratie occidentale. Le Canada a connu un taux de participation de 60,9 % lors des élections générales de 2004; en France, au premier tour de la présidentielle de 2002, 71 % des inscrits se sont prononcés, et, en Grande-Bretagne, 40 % se sont rendus aux urnes en 2001. Si, toutefois, on rapportait les États-Unis à l'échelle géographique européenne (la comparaison est de plus en plus pertinente à l'heure d'une Constitution européenne), les chiffres seraient encore plus frappants: 53 % des inscrits français se sont prononcés aux dernières élections européennes tandis que la moyenne continentale est de 50,9 % et que seuls 40 % des Polonais sont allés voter.

Bien sûr, on peut dissenter à l'envi sur la pertinence du calcul et sur la validité des comparaisons. On peut tout à fait avancer qu'il est plus difficile de s'inscrire sur les listes électorales aux États-Unis que dans la plupart des démocraties. Rien n'est plus vrai. À ce titre, la mise en place du bulletin de vote temporaire (*provisional ballot*)

semble devoir changer la donne: tout citoyen américain pourra se présenter au bureau de vote le matin du 2 novembre et voter, même s'il n'est pas inscrit sur les listes. Il faudra toutefois attendre la validation de son inscription pour que ce vote soit pris en compte.

L'OSCE, qui déploiera des observateurs aux États-Unis le 2 novembre, souligne d'ailleurs les difficultés qui entourent le scrutin à venir: la diversité des appareils électoraux, la multiplicité des cultures politiques et juridiques des «États unis» et l'absence d'uniformité sont grandement à l'origine de l'imbrication juridique florissante de 2000. Le rapport de la mission de l'OSCE est à ce titre éloquent et traduit les craintes entourant l'élection du 2 novembre: l'absence de listes électorales et de normes nationales encadrant le processus électoral, les difficultés rencontrées pour l'application du Help America Vote Act et pour faire accréditer des scrutateurs non partisans pourraient obérer les résultats.

VOIR PAGE B 2: PARTICIPATION



ROBERTO SCHMIDT REUTERS

Calculé en pourcentage des inscrits, le taux de participation aux élections présidentielles américaines atteint souvent... les 70 %.

PRÉSIDENTIELLE 2004

Qui peut arrêter Karl Rove?

Conseiller de George Bush, il utilise à la fois la rumeur, l'informatique et ses relations dans le monde médiatique pour arriver à ses fins

KARINE PRÉMONT

Karl Rove est considéré comme le plus fin stratège républicain depuis Lee Atwater, principal conseiller de Ronald Reagan et de George H. W. Bush. Ses tactiques électorales douteuses mais efficaces ont fait de lui le conseiller de l'administration actuelle. A tel point que certains observateurs pensent qu'il aurait même politiquement «créé» le président George W. Bush. Né en 1950 au Colorado, Karl Rove a abandonné ses études secondaires au début des années 70 pour devenir le président du College Republicans, une association étudiante conservatrice liée au parti du même nom. Dès lors, sa passion pour la politique et son absence de scrupules lui ont



AGENCE FRANCE-PRESSE
Karl Rove, le fidèle conseiller de George W. Bush.

ouvert la voie de la Maison-Blanche puisqu'il a rapidement été recruté par George W. Bush.

Rove serait le maître d'œuvre de nombreux actes de *push-polling*, une pratique qui consiste à poser des questions biaisées lors d'un sondage afin de modifier les intentions de vote des électeurs: en 1994, durant la course pour le poste de gouverneur du Texas, les électeurs sélectionnés pour répondre à un sondage se faisaient demander s'ils voteraient toujours pour Ann Richards sachant que son équipe est entièrement composée de lesbiennes. En quelques semaines, le candidat républicain George W. Bush remporta l'élection. Même procédé au début de 2000 durant la course à l'investiture du Parti républicain: John McCain, grand favori, devance alors George W. Bush. Rove aurait répété sa stratégie de *push-polling*: les sondages engagés par sa firme, Karl Rove & Co., laissaient croire que McCain était émotionnellement instable depuis la guerre du Vietnam, au cours de laquelle il a été emprisonné et torturé. On a demandé à d'autres électeurs s'ils voteraient pour McCain même si celui-ci s'était probablement rendu coupable de trahison durant sa participation à la guerre du Vietnam. Cette tactique a porté ses fruits: la popularité de McCain a chuté et Bush a remporté l'investiture de son parti.

Les pratiques de Rove sont diversifiées: il utilise à la fois la rumeur, l'informatique et ses relations dans le monde médiatique et communautaire pour arriver à ses fins. En 1986, Rove, qui travaille Bill Clements, candidat républicain au pos-

te de gouverneur du Texas, annonce aux médias qu'il a trouvé un système d'écoute électronique dans son bureau, créant ainsi des doutes sur l'intégrité et les intentions du candidat démocrate Mark White. Par la suite, la réélection de Clements n'a été qu'une formalité. Plus récemment, Rove est soupçonné d'avoir été à l'origine de la fuite qui identifiait Valerie Plame, la femme de l'ancien ambassadeur Joseph Wilson, comme agent de la CIA. Il utilisera la machine à rumeurs lorsque le soldat Jessica Lynch commença à critiquer le Pentagone. Ses ressources semblent infinies: lors des débats présidentiels, Rove aurait rassemblé une dizaine de webmestres et d'analystes politiques chargés de répliquer instantanément aux arguments de Kerry et de mettre en ligne les «rectificatifs» appropriés. Dans le même esprit, l'équipe de Rove aurait submergé les différents sondages en ligne sur les sites des grands médias américains, notamment CNN, laissant ainsi croire aux internautes

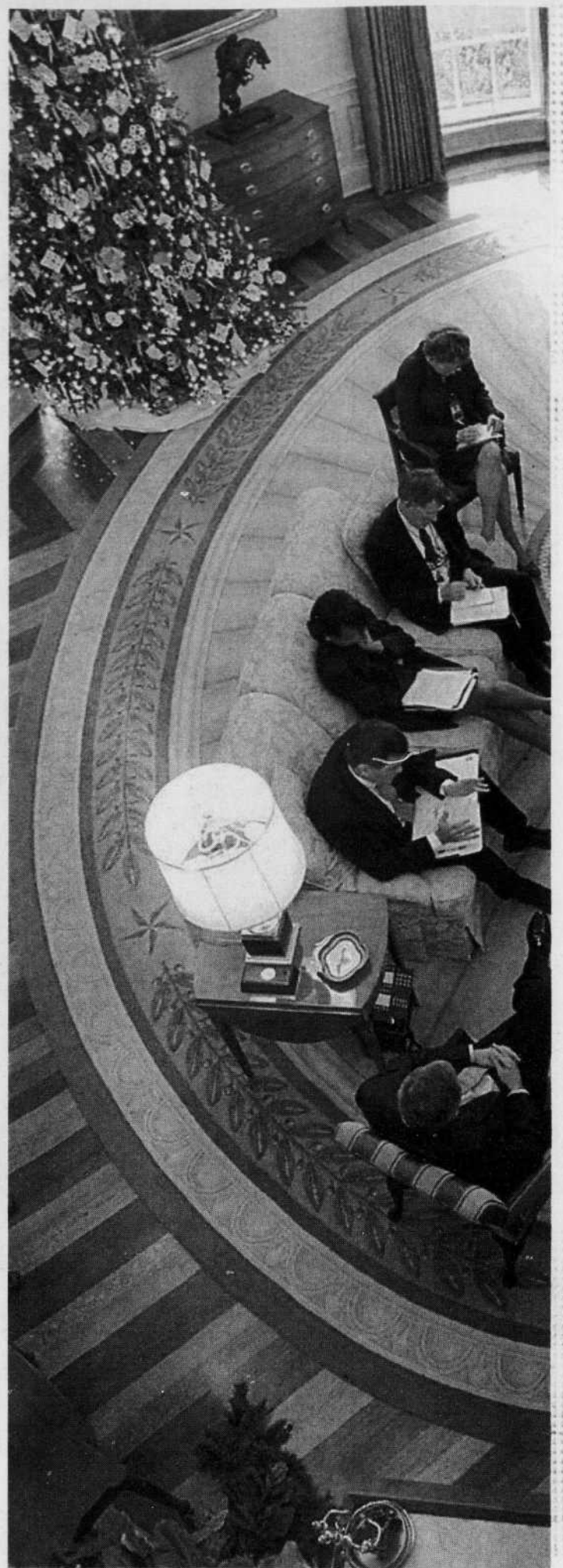
Le but de Rove serait moins la réélection de Bush que d'assurer la domination du Parti républicain à très long terme

que Bush dominait les sondages. Comment un homme aussi redoutable, aussi peu scrupuleux, planifie-t-il la campagne pour la réélection de George W. Bush, un homme dont Rove considère qu'il «*exu de plus de charisme qu'un individu devrait être autorisé à avoir*»? Tout d'abord en misant sur la plus grande force de Bush, c'est-à-dire son image de «commandant en chef» dans la guerre au terrorisme. Pour ce faire, il a réussi à repousser la tenue de la convention républicaine au début de septembre et à choisir la ville où elle aura lieu, New York: la symbolique est frappante et met

Bush en confiance. Deuxièmement, en mettant l'accent sur l'Irak et le terrorisme, Rove s'assure que la stratégie de Kerry — qui consiste à se mettre en valeur plutôt qu'à attaquer Bush — ne passera pas; il l'oblige à s'engager dans une campagne très personnalisée et, par ricochet, très «sale», ce que Kerry veut éviter à tout prix. Finalement, en remettant en question ce que Kerry considère comme son principal avantage. Ainsi, Rove aurait engagé des organisations de vétérans qui proclament, par le biais d'annonces publicitaires et de manifestations, que les faits d'armes de Kerry au Vietnam sont loin d'être aussi glorieux que celui-ci le prétend. Désorganisé et déstabilisé par les changements stratégiques dictés par Rove, Kerry a remplacé son équipe électorale pour la deuxième fois en dix mois, s'entourant alors d'anciens conseillers de Bill Clinton.

En fait, les adversaires politiques de Karl Rove croient que son but n'est pas seulement de faire réélire Bush. Son plan, en fait, serait beaucoup plus global: assurer la domination du Parti républicain à très long terme, comme l'a fait le Parti démocrate sous Franklin D. Roosevelt. Cela pourrait fort bien se produire: en dix ans, il a réussi à faire élire des républicains à tous les postes gouvernementaux du Texas alors que cet Etat était démocrate depuis plus de 80 ans. Pour Rove, cela confirmerait que ses convictions politiques et les valeurs conservatrices sont celles dont les Etats-Unis ont besoin.

L'auteur est chercheur à la chaire Raoul-Dandurand, candidate au doctorat en science politique à l'UQAM et coauteure de l'ouvrage Les Elections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.



Le président George W. Bush reçoit ses proches conseillers dans

PARTICIPATION

La vitalité de la société civile constitue la clé de voûte du système politique américain

SUITE DE LA PAGE B 1

C'est ainsi qu'un bulletin de vote par anticipation dans le comté de Gratiot, au Michigan, a dû être réimprimé d'urgence après qu'un défaut substantiel eut été constaté (croyant voter pour John Kerry, on votait en fait pour Bush).

Cette absence de normes nationales s'inscrit dans la logique fédérale qui a fondé les Etats-Unis: autonomie et participation, chaque Etat acceptant des transferts de souveraineté sans pour autant consentir à l'abandon de sa souveraineté. Il y aurait donc autant de similitudes entre le système californien et celui de l'Iowa qu'entre ceux de la Finlande et du Portugal. Une telle diversité à l'échelle d'un continent est inévitablement génératrice d'un véritable déficit démocratique... L'Europe pourrait en témoigner! On notera cependant que l'OSCE est présente aux élections fédérales américaines à titre d'observateur depuis 1996 et l'est systématiquement sur l'invitation expresse de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'OSCE. Il faut donc se garder de crier au complot trop tôt. Comme l'a souligné la mission de cette organisation internationale, la société civile américaine est plus pluraliste et également plus contestataire qu'on ne l'imagine. Sa vitalité constitue aujourd'hui la clé de voûte du système politique américain.

Alors, sommes-nous vraiment au chevet d'une démocratie agonisante? Le 2 novembre, les Américains éliront de grands électeurs, leur représentant, peut-être leur sénateur, des juges, des procureurs et des membres de commissions scolaires tout en répondant à quantité de consultations et de référendums d'initiative populaire et en choisissant parfois même de révoquer des élus. Tout ce qui, en théorie, constitue l'incarnation de la démocratie directe la plus aboutie. Pour autant, comme ailleurs en Occident, les morts votent (!), les doubles inscriptions se multiplient et la fiabilité des systèmes de vote est fréquemment mise en cause... Il y a des problèmes, c'est certain. Mais bien qu'on estime en avoir la réponse, cela ne vaut-il pas la peine de poser au préalable une autre question: la démocratie américaine est-elle plus malade que les autres?

L'auteur est docteur en droit, chercheur à la chaire Raoul-Dandurand et codirectrice de l'ouvrage Les Elections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.

S'il n'y a pas de président le 3 novembre...

ÉLISABETH VALLET

Le 20 janvier 2005, 13h. Le perron du Capitole, où le nouveau président devrait normalement prononcer son discours inaugural, est balayé par le vent. Le Mall, au lieu d'être coloré et animé, est désert. La raison? On ne sait toujours pas qui est président...

Même s'il ne s'agit là que de fiction constitutionnelle, il reste qu'on pourrait très bien ne pas savoir, à la clôture des bureaux de vote, le 2 novembre au soir, le nom du futur président des Etats-Unis. Les États-majors des partis en sont conscients puisqu'ils déploieront leurs juristes dans environ 30 000 circonscriptions. Le cauchemar électoral pourrait revêtir l'aspect de cinq scénarios, plus ou moins fantasmagoriques, qui ont tous pour point commun le fait que les Américains pourraient ne pas savoir qui dirigera les Etats-Unis le 3 novembre au matin.

Scénario 1 - La Floride II

L'hypothèse d'une contestation de grande ampleur d'un résultat serré dans un Etat pivot est la plus probable. La loi Help America Vote Act, adoptée à la suite de l'imbroglio floridien, ne sera en vigueur qu'en janvier 2006, et seule la moitié des fonds qu'elle devait allouer pour moderniser les systèmes de vote a été débloquée. Il y a encore de nombreux systèmes utilisant ces fameux bulletins à percer, mis à l'index en 2000, notamment dans des États pivots comme l'Ohio. La polémique autour de ces machines à écran tactile est fondée: dans certains cas, il n'y aura aucun relevé papier pour effectuer les recomptages alors que les machines ne sont pas à l'abri d'une défaillance du système informatique. Dans le même temps, il n'existe aucune norme nationale pour établir l'identité des nouveaux inscrits ni aucun recoupement des listes entre les divers États: c'est ainsi qu'en 2004, 46 000 *snowbirds* new-yorkais étaient simultanément inscrits en Floride. Le bulletin temporaire (*provisional ballot*) pourrait être à l'origine d'un véritable casse-tête: cette nouvelle procédure permet à toute personne non inscrite de voter «temporairement» en attendant que son inscription soit validée. Or le délai de validation de ces votes varie d'un Etat à l'autre (de 3 à 32 jours) et aucune procédure n'est prévue lorsque le nouvel inscrit s'est trompé de bureau de

vote. Si, d'aventure, un Etat pivot venait, comme en 2000, à jouer ses grands électeurs sur quelques centaines de voix, les recours juridictionnels seraient immédiats et entraîneraient la suspension du décompte. Comme en 2000, un Etat ne pourrait pas désigner ses grands électeurs. Ces derniers ne pourraient donc pas élire le président le 13 décembre. Or tous les États — et donc tous les grands électeurs — doivent se prononcer. Et le litige doit être résolu avant le 7 décembre... Sinon, la Cour suprême, comme en 2000, devra trancher.

Scénario 2 - Égalité de grands électeurs

À en croire les calculs de Susan Page, du *USA Today*, il faudrait peu de chose par rapport à l'élection de 2000 pour qu'il y ait égalité de grands électeurs: 269 pour Bush, 269 pour Kerry. Il y aurait alors 41 jours (entre l'élection et le 13 décembre) de transactions et de pressions pour faire céder un de ces grands électeurs qui n'est pas lié par un mandat impératif. En effet, si la plupart des grands électeurs sont tenus de voter conformément à l'engagement qu'ils ont pris, certains ne sont pas liés. Rares sont ceux qui se déjugent (dix dans l'histoire américaine) mais, dans ce cas, les pressions seraient considérables. S'il y a toujours égalité le 6 janvier 2005, lorsque sénateurs et représentants se réuniront en session plénière pour effectuer le décompte des voix, ce sera au Congrès nouvellement élu de trancher. La Chambre des représentants élira le président à raison d'une voix par Etat (les républicains contrôlent actuellement 30 des 50 délégations). Le vice-président sera désigné par le Sénat à raison d'un vote par sénateur. S'il

La science-fiction électorale agite de nombreux spécialistes américains qui discutent à n'en plus finir de ces scénarios catastrophe

ya de fortes chances que le Sénat reste républicain, il demeure que les démocrates sont assez nombreux pour bloquer l'élection du vice-président (avec l'exigence d'un quorum des deux tiers). Rien n'empêche d'ailleurs que le Congrès désigne une — improbable — administration Bush-Edwards.

Scénario 3 - Égalité de voix au Congrès

S'il y a égalité du nombre de grands électeurs et que le Congrès se prononce, on peut imaginer, ici aussi, une égalité de voix. Et particulièrement au Sénat: si les sénateurs étaient divisés à 50 contre 50, le vice-président en exercice, en qualité de président du

Sénat, serait seul capable de faire pencher la balance en cas de stricte égalité. Quoi qu'en dise le magazine *The Economist*, il n'est pourtant pas envisageable que Dick Cheney se prononce dans un litige où il est partie prenante: il est plus vraisemblable que la Cour suprême devra intervenir.

Scénario 4 - Attentat terroriste

Élaboré par le professeur Richard Hasen, de la Loyola Law School, ce scénario 4 est possible mais peu probable. Si un attentat terroriste survient peu avant l'ouverture des bureaux de vote dans une ville pivot mais surtout dans un Etat qui n'a pas prévu de procédure d'urgence pour différer la tenue des élections, le vide juridique sera entier. Il faudra gérer une situation traumatique, une confusion électorale et l'éventualité d'une vacance du pouvoir.

Scénario 5 - Vacance du pouvoir

Le dernier scénario est tristement relié au précédent. Si le président élu meurt après le 13 décembre, des experts jugent que le nouveau vice-président, premier dans la ligne de succession, occupera, le 20 janvier, les fonctions de président. A l'inverse, d'autres estiment qu'on ne peut pas considérer que le président est juridiquement élu avant le 6 janvier: ce serait au Congrès de désigner le président et le vice-président; et si, entre le 6 et le 20 janvier, un président élu meurt, le vice-président lui succéderait. Enfin, si le président et le vice-président nouvellement élus décèdent après le comptage des votes et avant la passation des pouvoirs, le Congrès devra déterminer le mode de désignation du président. Il faut simplement retenir que, faute de référence constitutionnelle, cela constituerait une crise sans précédent.

La science-fiction électorale agite de nombreux spécialistes américains qui discutent à n'en plus finir de ces scénarios catastrophe. Seul le premier demeure le plus crédible. Mais sa survenance reste subordonnée à la combinaison de deux facteurs: un problème substantiel altérant le vote, et ce, dans un Etat déterminant pour l'issue des élections... Mais on l'a vu en 2000: au pays de l'oncle Sam, tout peut arriver.

L'auteur est docteur en droit, chercheur à la chaire Raoul-Dandurand et codirectrice de l'ouvrage Les Elections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.



Jamais, depuis le début du siècle dernier, un président en réélection n'a été défait par son adversaire «en temps de guerre».



le bureau ovale. Parmi ceux-ci Karl Rove.

PAUL MORSE AFP

Le monde va-t-il changer au lendemain du vote?

CHARLES-PHILIPPE DAVID

Jamais, depuis le début du siècle dernier, un président en réélection n'a été défait par son adversaire «en temps de guerre». George W. Bush pourrait être le premier. Certes, en 1980, Reagan l'avait emporté sur Carter, affaibli par la crise des otages en Iran. En 1968, Nixon pulvérisait Humphrey, le vice-président sortant, en promettant de mettre fin «honorablement» à la guerre du Viêt-nam. Il est toutefois rare que, durant les grands moments de crise et d'insécurité, les Américains choisissent de renvoyer le capitaine du navire. 2004 pourrait constituer l'exception à la règle. En ce sens, Kerry pourrait gagner l'élection présidentielle sur l'enjeu où, précisément, il est en général quasi impossible de battre un président sortant: la politique étrangère. Cela ne s'est pas vu depuis 1912 alors que Woodrow Wilson l'avait emporté contre le président Taft et un ancien président, Theodore Roosevelt. Aujourd'hui, la victoire serait d'autant significative, mais on peut s'interroger: une alternance politique changerait-elle vraiment quelque chose dans la conduite de la politique étrangère?

Selon l'acception commune, John Kerry serait ainsi le messie sauvant les États-Unis — et le monde — des griffes de la puissante idéologie néoconservatrice. Kerry, sans nul doute, ferait les choses différemment de Bush. En premier lieu, il souhaiterait obtenir un plus large soutien de la communauté internationale. Il serait résolument plus multilatéraliste que Bush (ce qui ne saurait être trop difficile). S'agissant de l'Irak, peut-être obtiendrait-il davantage l'aide des alliés traditionnels des États-Unis, notamment l'Allemagne et la France, mais rien n'est moins sûr. En deuxième lieu, Kerry serait davantage à l'écoute des chefs militaires américains et serait moins réceptif aux recommandations des décideurs civils du Pentagone, par exemple celles d'un Paul Wolfowitz. Le président Kerry serait, à l'instar de Carter, un décideur soucieux des détails, s'impliquant dans la prise de décision, ce que Bush n'a fait que sporadiquement. En dernier lieu, Kerry serait nettement plus enclin à mener une stratégie plus complexe pour lutter contre le terrorisme en mettant l'accent sur d'autres dimensions comme la diplomatie publique et l'exercice de la puissance souple, contrairement à Bush, qui privilégie la conduite de la puissance dure, fondée sur les moyens militaires.

Pour autant, la politique étrangère américaine serait-elle vraiment différente sous Kerry? À bien des égards, le changement d'administration pourrait en décevoir plus d'un. Il y aurait indubitablement un changement de style et de ton, mais pas un changement de substance. Il y aurait une discontinuité dans les moyens et les approches, mais les objectifs et les grandes stratégies seraient marqués par leur constance. Une comparaison des programmes et des discours de Kerry et Bush est révélatrice à cet égard. Le plan de poursuite des opérations militaires et de «démocratisation» en Irak est relativement similaire: chacun des candidats prône la tenue d'élections irakiennes en janvier, affirme qu'il est impératif de reprendre le contrôle du territoire sujet aux insurrections et recommande une croissance des effectifs militaires en Irak tout en affirmant la nécessité de convoquer des sommets diplomatiques régionaux et in-

ternationaux pour favoriser l'implication de la communauté internationale. Sur la doctrine de la guerre préventive, Kerry reconnaît — comme Bush — qu'elle constitue un élément de premier plan de la politique américaine. Les deux candidats reconnaissent vouloir également mettre en œuvre les mesures préconisées par la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001. Tous deux favorisent l'augmentation permanente de la taille de l'armée américaine et des forces spéciales (d'au moins 20 000 dans le cas de Bush; 40 000 dans le cas de Kerry). Ils partagent, à peu de différences près, les mêmes positions à l'égard de l'Irak, de la Russie, du conflit israélo-palestinien, du Darfour, du bouclier antimissile... Bref, la politique étrangère de Kerry ne serait pas aux antipodes de celle de Bush. Elle en représenterait une adaptation plus subtile, plus flexible et surtout plus avenante à l'égard du reste du monde. À l'instar de Bill Clinton ou de George Bush père, Kerry saurait sans doute rendre plus acceptable l'hégémonie américaine.

Il y aurait certainement un changement de style et de ton, mais pas un changement de substance

L'élection de mardi peut se réduire au choix du «commandant en chef» que les Américains feront, et particulièrement celui des indécis dans les États pivots. L'électeur moyen est, en réalité, moins polarisé qu'on ne le croit. Il est, partout aux États-Unis, soucieux de sécurité et inquiet de l'avenir de l'engagement américain en Irak. Le fait que ni Bush ni Kerry n'aient véritablement débattu de leurs différences sur l'avenir du terrorisme et de l'Irak dévoile plus de consensus qu'il n'appert. L'électeur veut en fait choisir celui des deux qui saura mener le navire à bon port, sans que celui-ci coule ou soit attaqué. Les aptitudes du capitaine sont en jeu, pas la destination. Ainsi, la lutte contre le terrorisme et l'engagement américain en Irak (des deux sujets qui comptent le plus pour les électeurs) n'ont pas été mis en cause durant cette campagne. Cela prouve que les Américains, en choisissant qui, de Bush ou de Kerry, ferait le meilleur commandant en chef, veulent surtout être convaincus qu'ils soutiennent le plus résolu des deux à conduire essentiellement la même politique que celle qui prévaut depuis trois ans. Cette surenchère de détermination paraît nettement plus marquante que toutes les différences qu'on peut bien essayer de dénoter entre les candidats. Elle serait encore plus évidente advenant d'autres attentats terroristes en sol américain. Il serait surprenant que le président Kerry définisse des objectifs de politique étrangère à l'opposé de ceux du président Bush. Avis à ceux qui attendent le messie: il se pourrait paradoxalement que les néoconservateurs trouvent en Kerry un visionnaire plus éloquent et un stratège plus efficace pour mener à bien leur rêve fou d'un impérialisme démocratique au Moyen-Orient. À l'inverse, il se pourrait bien qu'un deuxième mandat de Bush s'avère plus multilatéraliste, moins radical et, ce faisant, plus «reaganien» (au sens du second mandat de Reagan) qu'on ne l'imagine aujourd'hui.

L'auteur est titulaire de la chaire Raoul-Dandurand et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à l'UQAM. Il publie le mois prochain la deuxième édition de l'ouvrage Au sein de la Maison-Blanche — La formulation de la politique étrangère des États-Unis aux Presses de l'Université Laval.

L'influence des médias sur le vote américain

KARINE PRÉMONT

La récente «profession de foi» électorale de certains journaux américains semble contribuer à la destruction du mythe de l'objectivité des médias. Cependant, l'impact de la prise de position du *Boston Globe* pour Kerry ou encore du *Chicago Tribune* en faveur de Bush est loin d'être aussi significatif qu'on pourrait le croire, même à quelques jours du scrutin. En effet, pour plus de 80 % des Américains,

L'avantage essentiel de la télévision réside dans son instantanéité: une image reste imprégnée dans les mémoires plus longtemps qu'un texte

tains d'entre eux se trouvent dans des États pivots.

Le règne de la télévision

L'avantage essentiel de la télévision réside dans son instantanéité: une image reste imprégnée dans les mémoires plus longtemps qu'un texte. Toutefois, le temps d'antenne moyen consacré aux candidats présidentiels durant un bulletin de nouvelles étant passé de 42,3 secondes en 1968 à 7,3 secondes en 2000, ceux-ci ont dû trouver des avenues différentes pour se présenter aux citoyens. Ainsi, la participation des candidats à des *talk shows* s'est donc accrue depuis 1992, année où Bill Clinton et son saxophone avaient fait le bonheur des émissions de fin de soirée. Il est vrai que celles-ci attirent de nombreux téléspectateurs et consacrent davantage de temps aux candidats que les bulletins de nouvelles et autres émissions politiques; elles mettent l'accent sur la personnalité des candidats, ce qui facilite la relation avec le public.

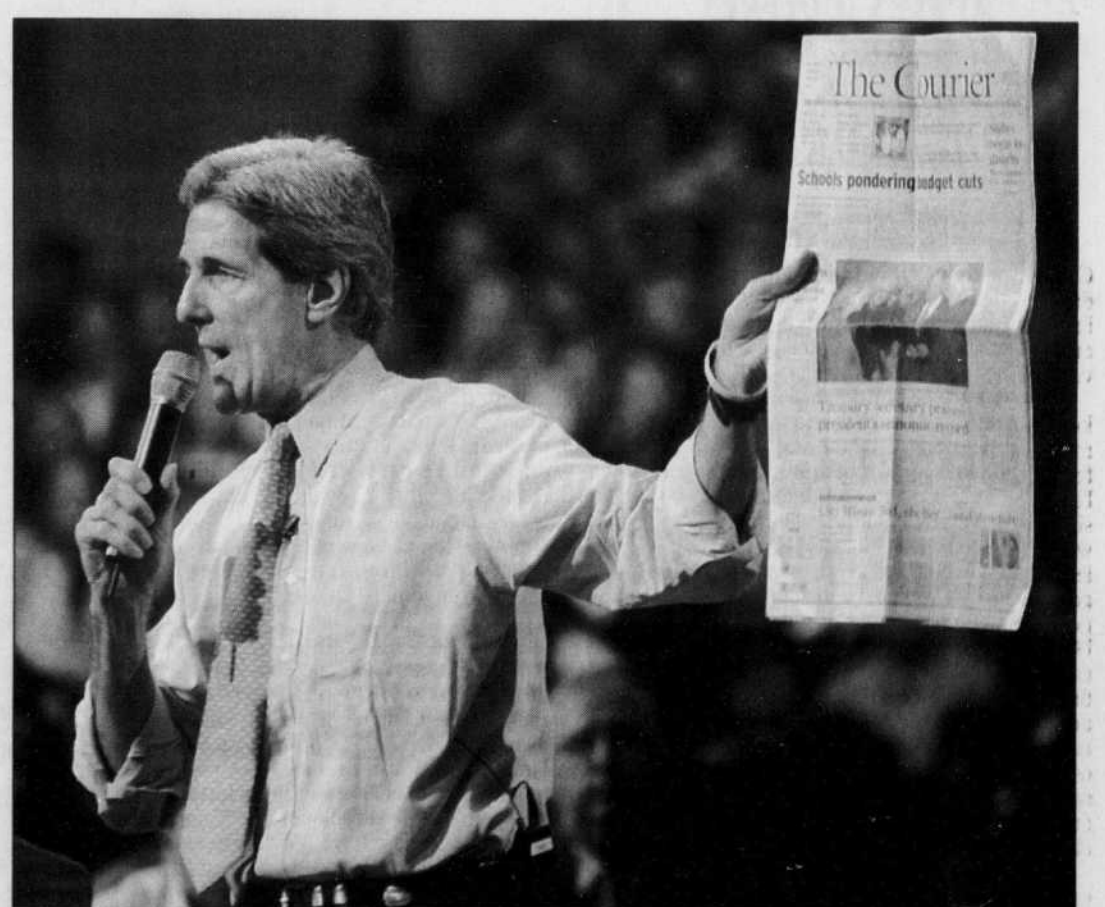
L'impact différé des débats

Le bantage médiatique autour des débats pourrait laisser croire que leur impact est déterminant. En réalité, seuls 15 % des électeurs les regardent, soit 20 % de moins qu'en 1960. Cela étant, en 2004, le nombre de téléspectateurs des débats électoraux a été nettement plus important qu'en 2000. Il est vrai que c'est la première élection présidentielle en temps de guerre depuis 1972 et, surtout, la première depuis le 11 septembre 2001, tandis que la controverse guerre en Irak préoccupe grandement les

Américains. Quoi qu'il en soit, les débats représentent un moment clé pour redéfinir — ou conforter — l'image des candidats. Ainsi, John Kerry a dû démontrer qu'il n'est pas une girouette, contrairement aux assertions de l'équipe Bush, tandis que Bush a cherché à consolider ses arguments avec des données chiffrées. En effet, ce qui compte, ce n'est pas tant le débat, peu écouté, que la couverture médiatique qui en est faite: la majorité des électeurs va se faire une idée des débats en lisant les journaux et en écoutant les bulletins de nouvelles du lendemain. Ce sont donc les «débats sur les débats» qui influencent les électeurs.

L'impact de la couverture médiatique sur les électeurs

Les indécis représentent environ 8 % des électeurs américains. Et ces *swing voters* sont la cible des publicités et des débats. Or la couverture objective de la campagne électorale est de plus en plus difficile à assurer. Tout d'abord, avec le déclin du rôle des partis politiques dans les campagnes électorales et le poids croissant de la télévision, les campagnes présidentielles sont extrêmement personnalisées: les choix électoraux sont davantage basés sur les affinités des électeurs — et des journalistes — avec les candidats. Ensuite, la concentration des médias facilite un traitement uniforme de l'information et, ce faisant, la pluralité des opinions tend à s'éroder. La couverture médiatique offerte par les journaux et la télévision ne permet pas toujours à ces électeurs de se faire une opinion éclairée, d'autant que les reportages font régulièrement l'impasse sur les enjeux liés à la campagne présidentielle. La télévision a ainsi consacré plus de temps d'antenne à la fameuse bosse dans le vésicule du président lors du premier débat qu'aux problèmes du système Medicare.



BRIAN SNYDER REUTERS

John Kerry a reçu l'appui de nombreux journaux lors de sa campagne électorale.

Lorsqu'on ajoute à cela les publicités, parfois redoutables, que la télévision véhicule, on comprend qu'il s'agit là d'un outil puissant dont la neutralité est de plus en plus discutable. Plus que jamais soumis à ces éléments subjectifs, le comportement des électeurs, le 2 novembre, demeure une énigme que les sondages eux-mêmes ne parviennent pas à percer. Tous ces éléments contribuent également à la prise de position des chaînes américaines: la ligne éditoriale de Fox News est clairement républicaine alors que celle de CNN est davantage démo-

cratique. On s'interroge souvent sur l'influence de ce choix éditorial étant donné la prépondérance de la télévision durant les campagnes électorales. Pourtant, une fois encore, l'impact est quasi nul: les chaînes télévisées qui affichent leurs couleurs sont majoritairement écoutées par des citoyens qui partagent en tout ou en partie leur affiliation. Toutefois, le fait que la chaîne câblée Fox News soit plus écoutée que CNN depuis le 11 septembre 2001 laisse entrevoir deux hypothèses qui méritent d'être soulevées: ou bien les valeurs des Améri-

cains ont profondément changé, ou bien l'uniformisation du message porte ses fruits. D'une façon ou d'une autre, il faudra chercher ailleurs que dans les médias les résultats du vote du 2 novembre.

L'auteur est chercheur à la chaire Raoul-Dandurand, candidate au doctorat en science politique à l'UQAM et coauteure de l'ouvrage Les Élections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.

• PRÉSIDENTIELLE 2004 •

Pourquoi les élections au Congrès gâcheraient la victoire de Kerry

Le contexte électoral pourrait fort bien permettre aux républicains de renforcer leurs assises au Congrès

FRÉDÉRIK GAGNON

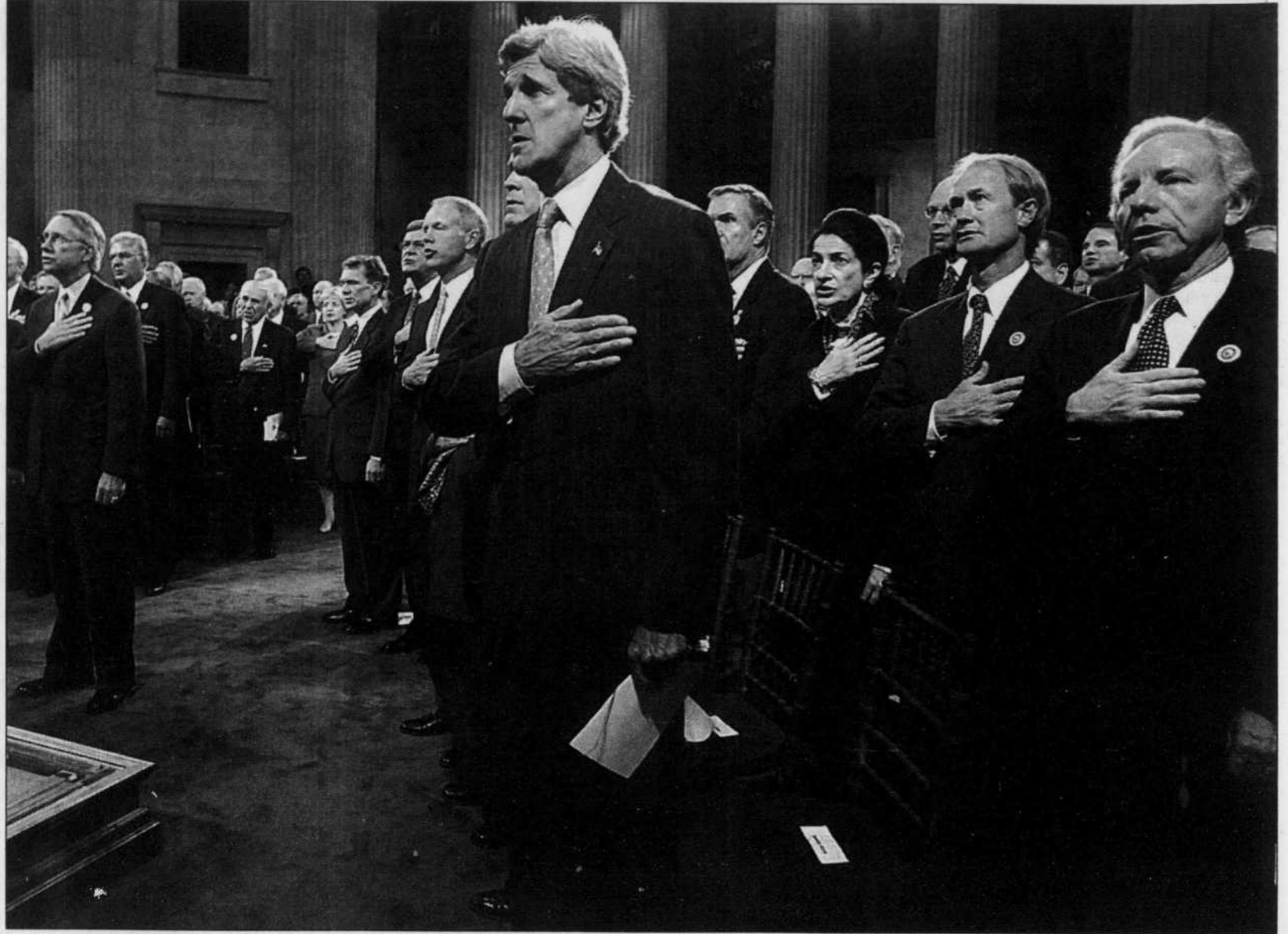
Tandis que l'attention médiatique est concentrée sur la bataille entre Bush et Kerry, une autre bataille électorale fait rage en coulisses: 34 des 100 sièges du Sénat ainsi que la totalité des 435 sièges de la Chambre des représentants sont à pourvoir le 2 novembre. Après leur déconfiture aux élections de mi-mandat de novembre 2002, les démocrates espèrent, dans six jours, enlever le contrôle du Congrès aux républicains. Ce ne sera pas facile car le contexte politique actuel donne aux républicains d'excellentes chances de conserver la majorité à la Chambre et au Sénat.

Le renouvellement du Congrès

À l'heure actuelle, 228 des 435 membres de la Chambre des représentants sont républicains et 205 sont démocrates. Au Sénat, sur 100 sénateurs, 51 sont républicains et 48 démocrates. Aussi, pour reprendre le contrôle du Congrès, les démocrates doivent-ils soutirer 12 sièges aux républicains à la Chambre et deux au Sénat. Or, à la Chambre, seules 33 élections (sur 435) sont vraiment en jeu. Il y a deux raisons à cela: le redécoupage partisan des circonscriptions électorales (*gerrymandering*), d'un côté, et le fait que 95 % des représentants sortants sont généralement réélus, de l'autre côté. Or, sur les 17 sièges démocrates véritablement en compétition, sept se trouvent dans des États qui favorisent clairement Bush en 2004 (Texas, Louisiane et Géorgie): les chances des démocrates de reprendre la majorité de la Chambre sont dès lors quasi nulles. Au Sénat, la situation est similaire: sur les 34 élections en cours (on renouvelle le Sénat par tiers), seuls huit sièges sont chaudement disputés. Et ici encore, trois des cinq sièges démocrates dans la compétition sont dans des États qui appuient fortement George Bush en 2004 (Louisiane, Caroline du Nord et Caroline du Sud). Loin d'être favorable au Parti démocrate, le contexte électoral pourrait fort bien permettre aux républicains de renforcer leurs assises au Congrès.

Une chambre introuvable pour Bush?

Puisque l'attribution des postes clés au Capitole se fait sur une base partisane, le président Bush trouverait dans ce nouveau Congrès républicain de fidèles alliés comme Bill Frist et Dennis Hastert. Bush, s'il était réélu, bénéficierait d'un soutien qui lui permettrait d'assurer la promotion de son programme politique et de faire passer bon nombre de réformes législatives durant son deuxième mandat. Ainsi en est-il des baisses d'impôt, de l'augmentation des budgets militaires ou encore du développement du bouclier antimissile, projets qui sont tous accueillis très favorablement par les majorités républicaines du Congrès. Peut-on pour autant parler de «Chambre introuvable» ou de Chambre d'enregistrement? Il est vrai qu'une étude récente, menée par le *Congressional Quarterly*, confirme qu'il existe une discipline — implicite — de vote au sein du Parti républicain, dont les représentants et sénateurs votent rarement contre Bush. Après le 11 septembre 2001, on avait vu un alignement bipartisan entre les démocrates et les républicains. Toutefois, sur ce dernier point, les choses ont évolué: les démocrates au Congrès se font désormais très critiques des politiques républicaines. Il est ainsi certain qu'une deuxième administration Bush devra faire face à l'opposition des représentants et des sénateurs démocrates sur une proro-



Le sénateur John Kerry et son équipe démocrate récitant le serment d'allégeance lors d'une séance du Congrès.

PAUL HOSFROS REUTERS

gation du USA Patriot Act ou toute autre motion sur l'usage de la force. Faute de majorité, toutefois, ils se contenteront sans doute de recourir à des manœuvres dilatoires comme le *filibuster* pour retarder ou bloquer l'action législative républicaine. Bush aura donc les coudees franches avec ce nouveau Congrès, mais ce ne sera pas un blanc-seing.

Un contrepois lourd pour Kerry?

Si John Kerry est élu, il devra donc sans doute composer avec un Congrès républicain. Tandis que le Sénat et la Chambre seront dirigés par d'ardents partisans de Bush, Kerry aura beaucoup de difficulté à faire passer son programme de réformes en matière de santé, d'économie ou encore d'affaires étrangères. En dépit de ses promesses électorales, Kerry devra affronter un Congrès républicain et aura beaucoup de peine à rompre avec l'héritage de Bush. En matière de politique intérieure, les républicains

comme Bill Frist ont résolument affirmé leur opposition aux mesures proposées par Kerry, estimant par exemple que l'élargissement de l'assurance-maladie à 96 % de la population américaine constituait un gouffre financier. Il en va de même pour ce qui est de la politique extérieure. Parmi les plus fidèles partisans de Bush au Congrès, nombreux sont ceux qui, comme Dennis Hastert, appuient une politique extérieure fondée sur la primauté de la souveraineté et de la sécurité nationales des États-Unis. Si, pour redorer l'image de la superpuissance américaine dans le monde, Kerry demandait au Sénat de ratifier des traités comme Kyoto, la Convention sur les armes biologiques ou encore le traité portant sur la Cour pénale internationale, il est certain qu'il rencontrerait une levée de boucliers. Or, pour que les traités signés par le président soient ratifiés, il faut que 67 des 100 sénateurs les approuvent. Il est dès lors évident qu'avec une majorité républicaine au Congrès, Kerry

ne fera guère mieux que Bush dans le domaine des traités internationaux et des ententes multilatérales.

Combinées à l'élection présidentielle, les élections au Congrès sont donc très importantes pour l'avenir des Américains. Pour les démocrates, il est clair qu'une victoire républicaine aux élections à la Chambre et au Sénat altérerait le triomphe de Kerry, qui prendrait alors des allures de demi-victoire. En somme, compte tenu du fait que Kerry a déjà emprunté plusieurs positions semblables à celles de Bush pour courtoiser l'électorat américain, on peut même se demander si les républicains n'ont pas déjà gagné l'élection présidentielle...

L'auteur est chercheur à la chaire Raoul Dandurand, candidat au doctorat en science politique à l'UQAM et coauteur de l'ouvrage Les Élections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.

• AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES •

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:
Réservations avant 12h00 le vendredi

Publications du mardi:
Réservations avant 16h00 le vendredi

Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340

Sur Internet:
www.ledivoir.com/avis.html
www.ledivoir.com/offres.html
Courriel: avisdev@ledivoir.com

PROVINCE DE QUÉBEC COUR MUNICIPALE 03-03066-7 VILLE DE SAINT-EUSTACHE Partie demanderesse c. **RENAUD NATHALIE** Partie défenderesse **AVIS PUBLIC DE VENTE EN JUSTICE** PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de **RENAUD NATHALIE** seront vendus par huisserie le 05 novembre 2004 à 14:00 heures, au 229 Sicard #318 à Ste-Thérèse, conformément audit bref. Lesdits biens consistent en un véhicule de marque Geo Storm 1992 et accs, un ordinateur avec écran prévu avec clavier et imprimante HP et accs., un téléviseur 21" de marque Sony et accs. et suivant... Conditions: argent comptant ou chèque visé. Claude Lajoie, huissier de justice District de Laval. **LATRAVERSE & ASSOCIÉS** 1177 boul. St-Martin C. #235 Laval, Qc H7S 1N2. Tél.: (450) 978-8869. Fax: (450) 978-9013.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de **MARCEL DANIS**, en son vivant domicilié 531 rue Laviolette, Saint-Jérôme, Québec J7Y 2T8, survenu le quatorze (14) juillet deux mille quatre (2004), un inventaire des biens du défunt a été fait par les liquidateurs successoraux, le vingt et un (21) octobre deux mille quatre (2004), conformément à la Loi.

Cet inventaire peut être consulté par les intéressés au domicile de **RICHARD DANIS**, au 444 chemin du Lac Noel, Saint-Collin, Québec, J5K 1R1

Donné ce vingt et un (21) octobre deux mille quatre (2004)

RICHARD DANIS, liquidateur
NICOLE DANIS, liquidatrice

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR DU QUÉBEC
Chambre civile
DIVISION DES PETITES CRÉANCES
1 Est, rue Notre-Dame, ch. 3.150
Montréal, Québec H2Y 1B6

AVIS DE PUBLICATION PAR LA VOIE DES JOURNAUX

Avis est donné aux défendeurs ci-dessous mentionnés(es) de vous présenter au greffe de la Division des petites créances situé au 1 Notre-Dame est, Ch. 1.04 afin de prendre connaissance de la demande déposée contre vous. À défaut par vous de contester la demande dans un délai de trente (30) jours de la présente publication, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis.

DOSSIERS	REQUÉRANTS(ES)	INTIMÉS(ES)
500-32-070306-024	Marangou 2000 Inc.	9088-5062 Québec Inc.
500-32-072027-032	Antoine Karacheklian	Couvreur & Ferbarriers Affiliated Inc.
500-32-072104-039	Krista Papagiannopoulos	Charles Douglas Cot Meja
500-32-072105-036	Gérard Lefort	Kessia Julissa Alcantara
500-32-072107-032	Gérard Lefort	Alexandre Charles
500-32-072446-034	Germain François	Sean Phillips
500-32-081897-036	Claudette Larouche	Gaëtan Gallant
500-32-072817-036	Garage Sofoya Auto Inc.	Nathalie Morin
500-32-072933-031	Roger Burton	Daniel Alexandre
500-32-072973-037	Prospect Creation	Laramie
500-32-073115-034	Robert Hamel	Whalley Audra
500-32-073134-035	Benedict McKenzie	9103-6392 Québec Inc.
500-32-073295-037	Dimosthenis Koumakoulas	Jonathan Legault
500-32-073322-036	Egli Giava Kourkoulas	Hugo Laplante
500-32-073414-031	Julie Thérèse Lessard & Als	Tony Mandini
500-32-073483-036	9079-6533 Québec Inc.	Nicole Bitzanis
500-32-073575-039	95275 Canada Inc.	Caroline Bourque
500-32-074050-032	Transtae Auto	Paulo Cabral
500-32-074743-039	Roger Langlais & Ass. Ltée	Don Price
500-32-079622-033	Denise Dussault	Guy Bastien
500-32-080275-045	Wanda Bronisz	Robert Boulos
500-32-080602-040	Suzie Briën	Emmanuel Zulmène
500-32-081097-042	Stéphane Renaud	Nick Passero
500-32-081408-041	Sergio Baglio	David Vézina
500-32-081473-045	Marc Massicotte & Al	Kathleen Martin
500-32-081897-049	Andria Braun	Georges Leblanc
500-32-081875-041	Amanda Carrière	Robert Béchard
500-32-082000-045	Malcoluf Nekaa	Noomen Bergouli
500-32-083142-044	Donato Arcaro & Als	Edouardo Galvotto
500-32-083598-047	Dynacard Capital Inc.	Gino Lépine
500-32-083761-041	128089 Canada Inc.	Deila Grimshaw
500-32-084177-049	Greenspoon Perreault	David William Joudrey
500-32-084580-044	Maudie Loubier	3935744 Canada Inc.
500-32-084681-040	Murielle Paul	Joseph Martin Lavoie
500-32-084720-043	9061-8323 Québec Inc.	Mohi Balaba
500-32-084881-040	Jacques Allard	Paulina Mercado
500-32-084720-043	David Dara	Ethan Newman
		Florida Tebeira
		Sherrif Gls

Micheline Emery
Greffière-adjointe

AVIS PUBLIC

VCS Investigation Inc.
3700, rue Griffith suite 315
St-Laurent, Québec
H4T 1A7

VCS Investigation Inc. porte à l'attention du public, qu'à titre d'agent de renseignements personnels, elle recueille et détient des données de nature personnelle ou financière sur des individus. Elle communique à ses clients des rapports de crédit au sujet du caractère, de la réputation et de la solvabilité de ces individus.

À la présentation d'un document justifiant votre identité, il vous est possible de savoir si nous détenons un dossier sur vous et, le cas échéant, de consulter gratuitement dans nos bureaux. La consultation de votre dossier peut également se faire par demande écrite ou téléphonique. Des frais raisonnables peuvent être exigés pour la transcription, la reproduction ou la transmission des renseignements qui y sont contenus.

Il vous est aussi possible, par demande écrite, de faire corriger dans votre dossier des renseignements inexacts, incomplets ou équivoques ou de les faire supprimer si leur collecte n'est pas autorisée par la loi. Votre demande de consultation ou de rectification doit être adressée à:

Julie Godin
VCS Investigation Inc.
3700, rue Griffith suite 315
St-Laurent, Québec
H4T 1A7
Téléphone: (514) 737-1911
Ou sans frais
1-800-842-1911

Hydro Québec

APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise: www.hydro-quebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants:

Montréal et environs: (514) 840-4903
Extérieur: 1 800 324-1759

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

ÉTOMATEUR

Votre arme contre la violence faite aux femmes au Québec

www.amistie.qc.ca

Environnement Canada

Montréal

Prévisions météo

AUJOURD'HUI Alternance de soleil et de nuages max 10	CE SOIR Dégagé min 0	JEUDI Ensoleillé max 9, min 0	VENDREDI Ensoleillé max 9, min 1	SAMEDI Pluie max 12, min 6

La météo en un clin d'œil

Hier	Normales
Max. 9	11.3
Min. 0	1.5
Precip. 0.0 mm	

Phases de la lune: 10/28 11/8 11/12 11/19

Lever du soleil	Coucher du soleil	Indice UV	Exposition max.	60-90 min	90-120 min	120-150 min	150-180 min
7:28	17:49	-777	0.0-0.9	4.0-6.9	7.0-8.9	9.0+	
			Description	Faible	Moyen	Élevé	Extrême

Canada		Le monde	
St-John's	☁ 7/6	New York	☁ 17/8
Halifax	☁ 12/6	Chicago	☁ 16/15
Ottawa	☁ 10/3	Atlanta	☁ 24/15
Toronto	☁ 11/7	Miami	☁ 29/23
Winnipeg	☁ 11/4	Los Angeles	☁ 16/12
Edmonton	☁ 6/5	Rio de Janeiro	☁ 26/20
Regina	☁ 2/-1	Amsterdam	☁ 14/8
Vancouver	☁ 11/4	Moscou	☁ 10/7
Whitehorse	☁ 4/-3	Paris	☁ 15/8
Yellowknife	☁ 0/-3	Sydney	☁ 25/16

Parlez directement avec un prévisionniste

Météo Conseil
1-900-565-4455
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL www.meteo.ec.gc.ca

La météo canadienne sur le Web

• PRÉSIDENTIELLE 2004 •

Les swing states, États clés de la Maison-Blanche

JULIEN TOURREILLE

Le 2 novembre 2004, il n'y aura pas une élection présidentielle mais bien 51 élections dans chacun des 50 États unis d'Amérique (auquel il faut ajouter le district de Columbia). Dès lors, pour remporter la présidence, les candidats doivent obtenir non pas la majorité au suffrage universel national mais la majorité des voix (270) au collège électoral. Celles-ci sont réparties entre chaque État de la fédération en fonction de leur poids démographique. Parmi ces 50 États, quelques-uns joueront un rôle déterminant dans le scrutin présidentiel.

Les États pivots au cœur du jeu électoral

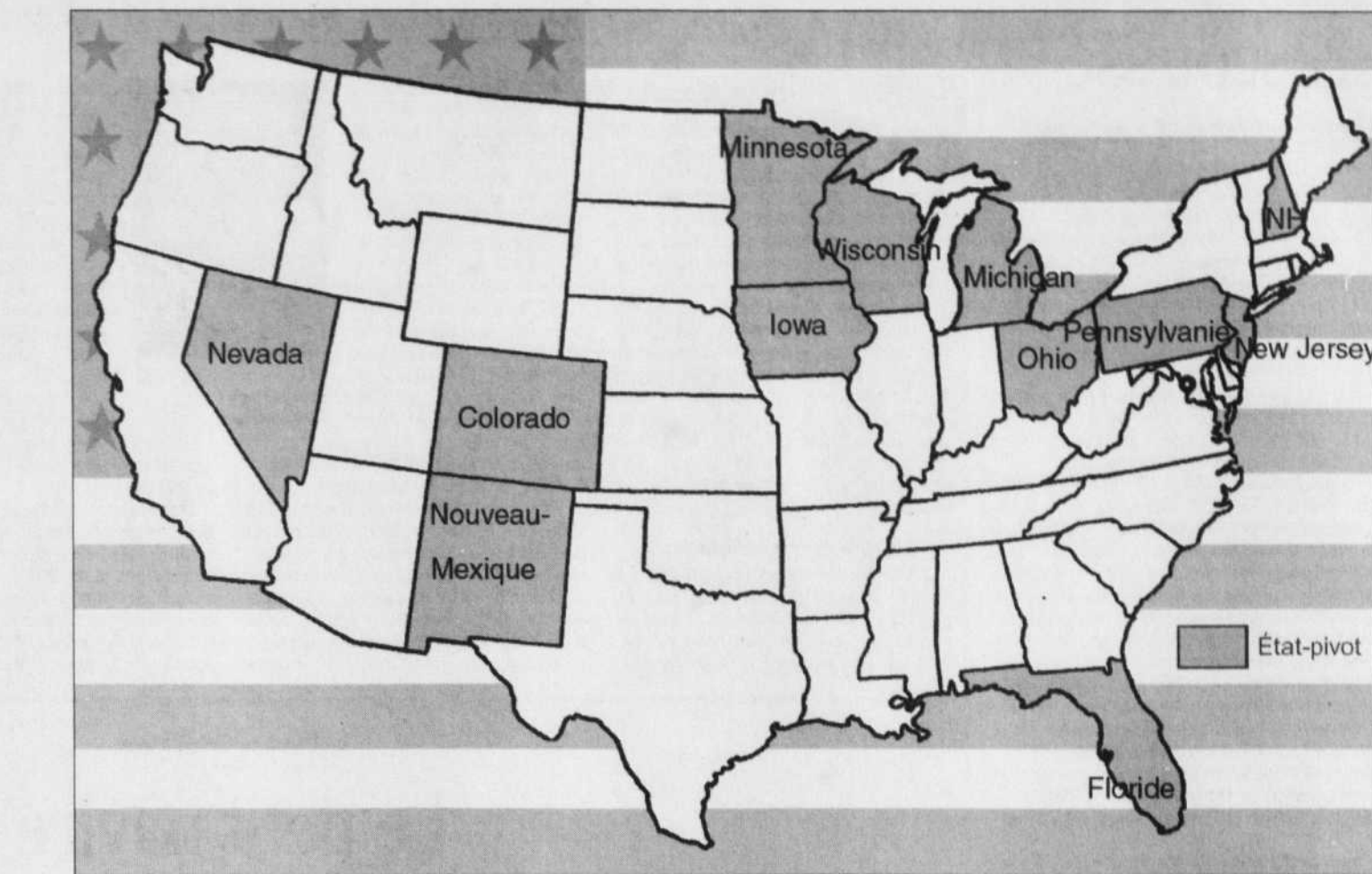
On distingue les États qui, par définition, sont des bastions de l'un ou l'autre des partis et les États clés, indécis, qui, compte tenu du faible écart qui sépare les candidats, peuvent faire basculer la composition du collège électoral. Ces « États pivots » sont définis comme ceux dans lesquels l'écart entre les candidats à la présidence est inférieur à 6 %. Les États-majors républicain et démocrate eux-mêmes ciblent une douzaine d'États clés dans lesquels l'élection de 2004 va se jouer: le Colorado, la Floride, l'Iowa, le Michigan, le Minnesota, le New Jersey, le Nevada, le New Hampshire, le Nouveau-Mexique, l'Ohio, la Pennsylvanie et le Wisconsin. Tandis que les sondages ne font que souligner les incertitudes au sujet de l'issue du scrutin du 2 novembre, démocrates et républicains concentrent leur énergie et leurs moyens à convaincre les électeurs indécis. Depuis début octobre, près des deux tiers des dépenses publicitaires se concentrent en Floride, en Pennsylvanie et en Ohio qui, avec 27, 21 et 20 voix respectivement au collège électoral, sont les États pivots les plus importants. Ainsi, la ville de Toledo, en Ohio, est la plus courtisée aux États-Unis: 14 273 annonces ont été diffusées entre mars et septembre 2004 sur les quatre principales chaînes locales. Par ailleurs, John Kerry et George W. Bush consacrent la plupart de leurs déplacements à ces trois États. Au 21 octobre, le premier les avait visités pas moins de 70 fois, et le second, à 43 reprises.

La Floride
reste
le symbole
de
l'imbroglio
juridique
qui a
accompagné
le décompte
des bulletins
de vote
en 2000

consacrent la plupart de leurs déplacements à ces trois États. Au 21 octobre, le premier les avait visités pas moins de 70 fois, et le second, à 43 reprises.

Les révélateurs des particularités électorales

Certains États pivots mettent en évidence les évolutions à l'œuvre dans la vie politique américaine ainsi que les particularités du scrutin du 2 novembre prochain. Tout d'abord, la Floride reste le symbole de l'imbroglio juridique qui a accompagné le décompte des bulletins de vote en 2000. Pour le scrutin de 2004, la bataille dans cet État, dont le gouverneur est toujours Jeb Bush, le frère du président, s'annonce extrêmement ardue. Non seulement Bush et Kerry y sont coude à coude dans les sondages, républicains et démocrates se préparent surtout à mener une féroce bataille juridique, comme en témoignent déjà les difficultés liées au vote par anticipation. En Pennsylvanie, les partisans de John Kerry ont obtenu devant la justice le retrait de Ralph Nader. La possibilité que celui-ci érode l'électorat démocrate est donc écartée dans cet État. Pour autant, Ralph Nader, candidat indépendant,



Les États pivots sont une particularité de l'élection présidentielle américaine dont le résultat dépend du choix d'une frange d'électeurs indécis dans un petit nombre d'États.

constitue un handicap pour les démocrates dans d'autres États pivots. L'Ohio est un enjeu important avec ses 20 voix au collège électoral. Les centres urbains, majoritairement démocrates, se trouvent balancés par des espaces ruraux largement républicains: la couleur partisane de l'État est donc incertaine. Mais son poids tient avant tout à l'histoire électorale: depuis 1964, en effet, tous les candidats ayant accédé à la Maison-Blanche ont remporté cet État. Le Colorado est également un cas intéressant. Si la modification du mode d'attribution des voix au collège électoral de l'État est adoptée (du *winner take all* à une répartition proportionnelle) et que l'élection est extrêmement serrée, la bataille juridique pour les neuf voix du Colorado pourrait rappeler celle de la Floride en 2000. Enfin, le New Jersey ne fait pas traditionnellement partie des États clés. Habituellement démocrate, Al Gore l'a en effet emporté par 16 points en 2000. Or les sondages récents révèlent que, cette fois-ci, les 15 sièges au collège électoral pourraient être plus disputés qu'à l'accoutumée. Cette perspective atteste de l'impact politique des attentats du 11 septembre 2001 sur la population américaine: spectateurs des attaques contre New York, les électeurs du New Jersey sont particulièrement sensibles à la lutte contre le terrorisme du président Bush.

Les États pivots sont une particularité de l'élection présidentielle américaine dont le résultat dépend du choix d'une frange d'électeurs indécis dans un petit nombre d'États. Mais ces *swing states* ne représentent pas un groupe homogène.

En perte de vitesse économique, les États de la Rustbelt (Ohio, Pennsylvanie), traditionnellement démocrates, voient leurs populations diminuer. Les États du Sud et de l'Ouest (Arizona à Floride), traditionnellement républicains, connaissent une forte croissance démographique liée à des mouvements internes de population et à l'arrivée de nombreux immigrants. Ces évolutions démographiques majeures devraient conduire à une modi-

fication de la répartition partisane des États clés... et à une évolution conséquente des stratégies électorales.

Chercheur à la chaire Raoul-Dandurand, candidat au doctorat en science politique à l'UQAM et collaborateur à l'ouvrage Les Élections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.

Le Colorado pourrait rapporter gros

PIERRE-LOUIS MALFATTO

Jusqu'ici, seuls deux États fédérés américains n'appliquent pas strictement le principe du *winner take all* en vertu duquel celui qui remporte la majorité des suffrages emporte la totalité des grands électeurs de l'État: le Maine et le Nebraska. Le Colorado, où John Kerry est né, pourrait être le prochain sur la liste si l'amendement 36 est adopté le 2 novembre. Celui-ci est en effet soumis à référendum et figure sur le bulletin de vote du 2 novembre parmi les nombreuses questions auxquelles devront répondre les électeurs de l'État: il vise à transformer le mode de scrutin majoritaire en un scrutin proportionnel. Les neuf grands électeurs (un de plus qu'en 2000) du Colorado, plutôt que d'être tous attribués au ticket majoritaire, seraient alors répartis proportionnellement au score réalisé par chacun des partis en lice. Il faudrait donc au candidat à la présidence un

minimum de 11 % des votes pour obtenir un grand électeur. Ce serait une première dans l'histoire américaine. Avec un tel système, en 2000, Al Gore serait aujourd'hui le président sortant des États-Unis. C'est dire si l'enjeu est de taille! Mais rien n'est fait: les derniers sondages laissent coude à coude partisans et opposants à l'amendement, et, en cas d'adoption, nul doute que l'effet rétroactif de cet amendement (applicable à l'élection présidentielle qui se déroule le jour même) sera contesté devant la Cour suprême de l'État. Alors, le Colorado, Floride de 2004? Le suspense reste entier...

L'auteur est chercheur à la chaire Raoul-Dandurand, candidat à la maîtrise en science politique à l'UQAM et collaborateur à l'ouvrage Les Élections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.

Le vote crucial des Hispano-Américains

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARE TREMBLAY

Tout groupe d'électeurs distinct a le potentiel d'être le «sésame, ouvre-toi» de la Maison-Blanche pour chacun des partis lors de l'élection s'annonce aussi serrée. Les Hispano-Américains revêtent cependant une importance particulière dans la campagne électorale actuelle alors qu'ils sont plus courtisés que jamais par les deux partis. Ils forment en effet, depuis 2000, la communauté culturelle la plus importante des États-Unis (14 % de la population). Et même si seulement 40 % d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales, ils représentent tout de même plus de 10 % de l'électorat dans trois États pivots, lesquels pourraient faire pencher la balance le 2 novembre: le Nouveau-Mexique (36 %), l'Arizona (16 %) et la Floride (14 %). L'attention que leur portent les

deux partis tient également à leur comportement électoral, de plus en plus volatile: alors qu'ils ont longtemps été des démocrates invétérés, ils se montrent de plus en plus enclins à basculer du côté républicain. En 1996, le républicain Bob Dole avait obtenu le vote d'un Hispano-Américain sur six; en 2000, Bush en a récolté un sur trois. Le glissement progressif vers les républicains — toutefois ralenti par la timidité des mesures de l'administration Bush à l'endroit des travailleurs d'origine mexicaine — est également corrélé par un taux élevé (34 %) d'indécis et d'indépendants. Cette posture équivoque des Hispano-Américains dissimule peut-être les clés de la Maison-Blanche.

L'auteur est chercheur-boursier Marc-Bourgie à la chaire Raoul-Dandurand et candidat au doctorat en science politique à l'UQAM.

Un rapport accablant

Selon un rapport de deux institutions universitaires qui ont établi un programme de recherche conjoint sur le vote de 2000, la «déperdition» de votes en réalité valides par déclaration de nullité est considérable.

- Équipement défectueux et bulletins complexes: de 1,5 à 2 millions.
- Problèmes d'inscription sur les listes électorales: de 1,5 à 3 millions.
- Problèmes d'organisation des bureaux de vote: jusqu'à un million.
- Problèmes de vote par correspondance: non évalués.

Source: Elisabeth Vallet et David Grondin, *Les Élections présidentielles américaines*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.

Rapport:

California Institute of Technology and Massachusetts Institute of Technology (2001), *Voting: What Is, What Could Be*, California Institute of Technology and Massachusetts Institute of Technology Voting Technology Project, pages 8 à 9, 28 et 50. <http://www.vote.caltech.edu/Reports/2001report.html>, mai 2004.

BENOÎT GAGNON

Alors que la «génération Nintendo» vieillit et prend une plus grande place démographique dans l'électorat, on ne peut que constater le poids croissant des technologies de l'information dans les élections présidentielles. Tandis que les jeunes tendent, par définition, à s'abstenir, ces nouvelles technologies ont un pouvoir d'attraction non négligeable. C'est pour cela que la montée en force des «caricatures électroniques», sous la forme d'animations multimédias ou de jeux vidéo, pourrait être amenée à jouer un rôle intéressant dans la socialisation politique des jeunes indécis.

Ainsi, du côté des animations électroniques, le site JibJab (<http://www.jibjab.com>) offre une véritable satire de la campagne électorale en parodiant les clichés des arguments et des publicités des candidats. Téléchargée des millions de fois, cette animation a fait le tour du monde tout en exposant ses développeurs à des menaces de poursuites judiciaires. Les jeux vidéo ne sont pas en reste. Le géant Ubisoft a récemment développé le jeu *The Political Machine* (<http://www.politicalmachine.com>), dans lequel le joueur incarne un candidat à la présidentielle pendant 41 semaines de campagne: discours appropriés, travail de relations publiques, gestion des relations avec les médias, toutes les phases clés de la campagne y sont. D'autant que, sans pour autant tourner complètement en dérision le processus électoral américain, le jeu soulève les failles du système politique des États-Unis. Dans cette lignée de jeux vidéo politiques, *Bush Shoot-Out*

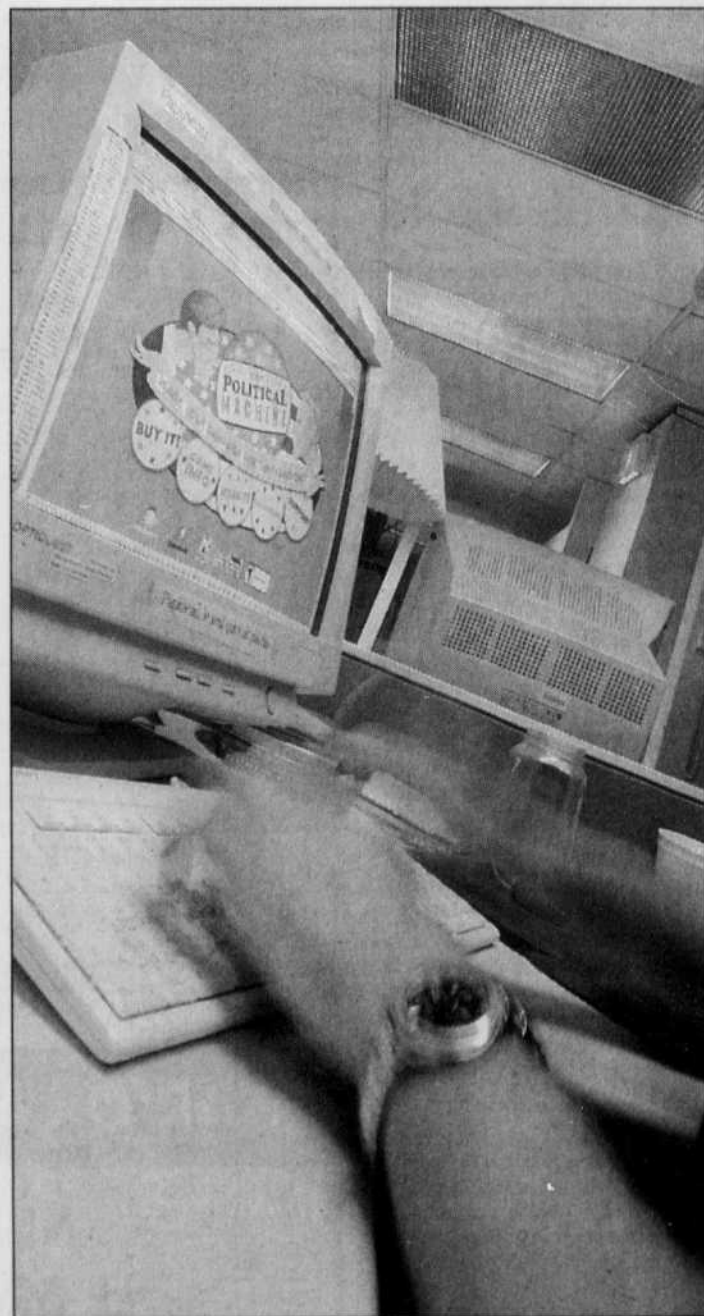
On ne peut que constater le poids croissant des technologies de l'information dans les élections présidentielles

(<http://www.miniclip.com/bushshootout.htm>) est téléchargeable gratuitement: dans une Maison-Blanche assaillie par des terroristes, tandis que Colin Powell se fait kidnapper, George W. Bush et Condoleezza Rice doivent, à grand renfort de munitions, faire

place nette. Le message diffusé par ce type de jeu vidéo peut aisément entacher l'image du candidat Bush et de son équipe. Le président est dépeint comme un Rambo texan à la gâchette facile, appuyé par une Condoleezza Rice tout aussi violente, et ce, pour sauver un Colin Powell en détresse. Sans vraiment tomber dans la diffamation, ces caricatures se moquent de la politique, des candidats (par exemple: <http://www.jokeroo.com/ecards/funny/johnkerryjokebox.html> ou encore http://www.liquidgeneration.com/games/kerry_torture.asp), voire du système électoral. Sur ce dernier point, les machines de vote à écran tactile et la polémique qui les entoure constituent une cible facile (<http://www.joker-inc.com/joker?link=.../.../movies/votingmachine.wmv>). Certes, l'impact de ces caricatures électroniques sur le résultat des élections est difficilement quantifiable. Il semble cependant qu'elles ont une influence, notamment sur la génération Nintendo et ses enfants. Puisque le phénomène devrait aller croissant, les candidats devront donc apprendre à mieux gérer leur «image Web».

L'auteur est chercheur à la chaire Raoul-Dandurand et coauteur de l'ouvrage Les Élections présidentielles américaines, paru aux Presses de l'Université du Québec.

Le Web électoral



Les nouvelles technologies ont un pouvoir d'attraction non négligeable.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE MONDE

L'Irak appelle l'ONU à la rescousse

Washington est critiqué

Bagdad — Le premier ministre irakien Iyad Allawi a déploré hier l'insuffisance des forces de l'ordre pour sécuriser les élections prévues en janvier et a affirmé avoir demandé l'aide de l'ONU.

Son inquiétude a fait écho aux déclarations du ministre de l'Intérieur, Falah al-Nakib, qui a indiqué que 92 attentats suicides avaient été commis entre juin et septembre en Irak, faisant plus de 560 morts et 1200 blessés.

M. Nakib a ajouté que la police comptait actuellement 135 000 membres, alors que M. Allawi a estimé que 500 000 policiers étaient nécessaires pour maintenir la sécurité pendant le scrutin.

«Nous avons demandé l'aide de l'ONU et j'ai personnellement demandé à Kofi Annan d'envoyer des troupes internationales pour aider les Irakiens», a dit M. Allawi à la presse. Il a déclaré devant le Conseil national (Parlement intérimaire) que les membres de la commission électorale (indépendante) avaient «de vrais problèmes qui seront difficiles à surmonter», dont, par exemple, l'identification des Irakiens qui vivent en exil et qui peuvent voter.

Le premier ministre a répété, par ailleurs, que le gouvernement n'avait pas épuisé tous les moyens pacifiques concernant la ville rebelle de Fallouja où, a-t-il reconnu, la situation est toujours explosive.

L'armée américaine avait affirmé auparavant avoir éliminé, lors d'un raid aérien sur Fallouja, l'un des collaborateurs de l'islamiste Abou Moussab al-Zarqawi.

«Les raids récents contre le réseau d'Abou Moussab al-Zarqawi ont sévèrement réduit sa capacité à mener des attaques ainsi que l'influence de son chef terroriste», selon un communiqué militaire.

M. Allawi a de son côté rappelé qu'il n'y avait «aucun problème avec les habitants de la ville, mais avec les groupes djihadistes venus de l'extérieur et qui y sont retranchés». Les États-Unis ont mis à prix la tête de Zarqawi, leur ennemi numéro un en Irak, pour 25 millions de dollars. Son réseau a revendiqué de nombreux attentats meurtriers dans le pays, dont le massacre de 49 recrues de l'armée irakienne samedi au nord de Bagdad.

Mais le premier ministre a montré du doigt hier la Force multinationale au sujet de ce drame. «Un crime odieux a été commis, coûtant la vie à un nombre important de recrues de l'armée et nous pensons qu'il y a une grande négligence de la part de certains éléments de la Force multinationale», a-t-il accusé, sans plus de précisions.

Un porte-parole des forces de la coalition a déclaré que les seuls responsables du massacre étaient des «terroristes». «Il s'est agi d'un massacre systématique, perpétré de sang-froid par des terroristes. Ces derniers, et personne d'autre, sont à tenir entièrement responsables de ces actes haineux», a-t-il dit dans un e-mail adressé à Reuters. Le gouvernement intérimaire irakien enquête sur ce tragique incident. Nous apporterons notre entier soutien et notre coopération pour établir les faits et éviter la répétition d'événements similaires.

Lundi, Allawi avait ordonné l'ouverture d'une enquête pour déterminer si les auteurs du massacre avaient bénéficié de complicité au sein de l'armée.

Un vice-président irakien, Roj Nouri Shawis, a demandé hier depuis Washington une enquête sur les raisons pour lesquelles les 49 recrues de l'armée irakienne massacrées samedi n'avaient pas bénéficié de la protection nécessaire.

M. Shawis a rencontré lundi à Washington le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage. Il a indiqué avoir également eu des entretiens avec des membres du Conseil national de sécurité américain, des responsables du Congrès et du Pentagone.

Les entretiens avec M. Armitage ont porté sur la sécurité en Irak, les élections prévues en janvier dans ce pays, la formation de la nouvelle armée irakienne et l'aide de l'ONU, selon un communiqué du département d'État.

Agence France-Presse et Reuters

La Knesset vote le retrait de Gaza

Crise au Likoud, dont deux ministres sont limogés et deux autres menacent de démissionner

JEAN-LUC RENAUDIE

Jérusalem — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a remporté hier soir son pari en faisant voter par le parlement son plan de retrait de Gaza, mais son gouvernement n'est pas sorti intact de l'opération, deux ministres ayant été limogés et quatre menaçant de démissionner.

Adopté par 67 voix contre 45 et sept abstentions, le plan prévoit un retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza et l'évacuation des 8000 colons juifs habitant ce territoire, ainsi que de quatre autres implantations isolées du nord de la Cisjordanie. Le calendrier fixé par M. Sharon prévoit que cette opération s'achèvera à la fin de l'an prochain.

Appui des travaillistes

Le vote a été acquis surtout grâce à l'appui de l'opposition travailliste de Shimon Peres. Ce soutien a permis de compenser la défection d'une importante fraction du Likoud, le par-

ti du premier ministre. Les formations religieuses ultra-orthodoxes et d'extrême droite ont voté contre, alors que des milliers de colons manifestaient contre le projet de M. Sharon à l'extérieur du Parlement.

Deux ministres du Likoud, le ministre sans portefeuille, Uzi Landau, et le vice-ministre de la Sécurité intérieure, Michael Ratzon, ont voté contre le plan, conduisant M. Sharon à les limoger sur-le-champ, a annoncé à l'AFP le porte-parole de M. Sharon, Raanan Gissin.

De son côté, le ministre des Finances Benjamin Nétanyahou, qui ambitionne de succéder à M. Sharon, ainsi que trois autres ministres représentant l'aile dure du Likoud, ont menacé de démissionner d'ici «deux semaines» si le chef du gouvernement refuse d'organiser un référendum



Benjamin Nétanyahou

sur son plan de retrait.

Un proche de M. Sharon a indiqué hier soir, sous couvert de l'anonymat, que ce dernier excluait toujours la tenue d'une telle consultation «qui ne peut que favoriser les disputes, la violence et nous rapprocher d'une guerre fratricide, tout en repoussant d'au moins six mois l'application du plan de retrait».

L'évacuation des colonies concernées est prévue par étapes. Chaque étape fera l'objet d'un vote au gouvernement.

Dans la foulée du vote, le ministre palestinien chargé des Négociations, Saëb Erakat, a appelé Israël à entamer des discussions avec l'Autorité palestinienne sur le retrait de Gaza «dans le cadre de [la] feuille de route».

M. Nétanyahou et d'autres dirigeants de premier plan du Likoud,

dont le ministre de l'Éducation Limor Livnat, avaient entretenu le suspense jusqu'à la dernière minute en faisant courir le bruit qu'ils allaient s'abstenir ou voter contre.

Selon eux, un référendum, prôné par tous les opposants au retrait ainsi que par les principales organisations de colons, est indispensable au regard de l'enjeu afin d'éviter une «guerre fratricide».

À l'inverse, M. Peres a estimé que le référendum est «une torpille qui va entraîner l'implosion de tout le processus» de mise en œuvre du plan de retrait.

Le vote d'hier soir s'est déroulé dans une atmosphère de grande confusion. Un premier vote a eu lieu alors que M. Nétanyahou, Mme Livnat, ainsi que plusieurs députés arabes ne se trouvaient pas dans l'hémicycle. Ils sont ensuite entrés, ce qui a amené le président du Parlement, Reuven Rivlin, à procéder à un nouveau décompte officiel, donnant une victoire plus large à M. Sharon.

Agence France-Presse

Carnet d'Amérique

Le petit navire

Si Michael Sandel plonge ses étudiants dans ce dilemme vieux de 120 ans, c'est pour leur faire comprendre que les questions morales sont partout. Sandel est l'un des intellectuels américains qui ont le mieux saisi le profond débat moral qui agite leur pays.

On parle beaucoup du *revival* religieux que connaissent les États-Unis depuis plusieurs années. La droite religieuse, son opposition au mariage gai et à l'avortement font de larges titres. Certains en font même des livres lucratifs. Mais s'est-on interrogé sur ce que cache cet engouement?

Il y a longtemps que les grands débats américains ne tournent plus, comme dans les années 80, autour de l'équilibre fiscal et de la création d'emplois. Hors de la *rust belt*, les délocalisations ne sont guère au cœur des préoccupations. Les questions qui agitent l'Amérique d'aujourd'hui concernent davantage l'avortement, le mariage gai, les cellules souches, le terrorisme et la politique internationale. Toutes ont pour point commun d'avoir une forte résonance morale.

Ces questions ne sont pas posées que dans le camp de la droite religieuse. L'éventail est beaucoup plus large et va chercher une grande partie de l'électorat démocrate. C'est à cet électorat que George Bush s'adressait lorsqu'il promulgua l'an dernier une loi, largement acceptée dans la population, interdisant les avortements tardifs (appelés en anglais «*partial birth*»). C'est eux aussi qu'il cherchait à convaincre lors du dernier débat télévisé en déclarant que, si les Américains étaient divisés sur le droit à l'avortement, ils pourraient au moins s'entendre sur la nécessité d'en réduire le nombre. Sur un sujet aussi crucial, son adversaire démocrate, pourtant volubile, est demeuré muet.

La société américaine n'est plus à l'époque de la conquête des droits civiques, comme le pense parfois la gauche du Parti démocrate. Elle serait plutôt à l'heure de comprendre les effets profonds des nouveaux droits apparus depuis 30 ans. Comme Sandel, les Américains se demandent si l'état peut se contenter d'administrer ces droits en bon gestionnaire en se gardant de toute position morale.

Le débat sur le mariage gai illustre parfaitement cette préoccupation. Il ne concerne pas tant l'égalité en droit des couples hétérosexuels et homosexuels, qui rallie une majorité d'Américains, que la néces-

ité ou non pour la société de continuer à promouvoir, d'une façon ou d'une autre, le mariage entre un homme et une femme.

Cette quête du sens moral traverse aussi la politique internationale. Étrangement, c'est la droite américaine qui fut la première à remettre en question le pragmatisme diplomatique et les relations des États-Unis avec des régimes dictatoriaux comme la Chine, la Russie et certains pays du Moyen-Orient. Pendant les quatre heures et demie de débats télévisés qui ont opposé Bush et Kerry, George Bush fut le seul à prononcer le mot «liberté».

On croyait les démocrates inspirés, les voilà étrangement campés du côté du pragmatisme et de l'équilibre fiscal, face à un Parti républicain soudain devenu idéaliste.

François Mauriac n'aimait pas les États-Unis. Cette société matérialiste toujours portée vers la nouveauté n'était pas la tasse de thé de cet écrivain français et catholique. Dans les années 50, lors de la visite d'Eisenhower à Paris, il avait pourtant compris l'un des ressorts essentiels de ce pays.

«Il est aisé de critiquer la politique des États-Unis, de monter en épingle ses échecs. Les mœurs de leurs politiciens n'ont pas toujours eu bonne presse dans le monde. Et pourtant, un certain élément moral, une préoccupation d'ordre spirituel pénètre cette politique, si réaliste qu'elle soit.» (Bloc Notes)

Si les démocrates perdent cette élection, ce sera d'abord parce qu'ils n'auront pas su proposer une façon crédible de remporter la guerre en Irak. Mais ce sera aussi, plus fondamentalement, parce qu'ils n'auront pas su répondre au questionnement moral qui traverse les États-Unis et auquel George Bush semble donner une voix, une voix maladroite et souvent simpliste, mais une voix qui semble faire écho à celles de millions d'Américains.

crioux@ledevoir.com

Christian Rioux vient de passer un an aux États-Unis. Boursier de l'université Harvard, il a sillonné le pays de Boston à Los Angeles. D'ici l'élection présidentielle américaine, le 2 novembre, il nous livre des extraits de son carnet américain.



Christian Rioux

Chaque année, le philosophe Michael Sandel commence son cours à l'université Harvard en soumettant ce cas litigieux à ses 300 étudiants rassemblés dans le Sanders Theater.

Il s'agit du célèbre Lifeboat Case qui a opposé Sa Majesté à Dudley et Stevens en 1884. La cour était appelée à juger deux des trois hommes qui s'étaient retrouvés sur une chaloupe de sauvetage au milieu de l'océan à la suite du naufrage de leur navire. Après plusieurs jours, les trois hommes décidèrent de tirer à la courte paille pour savoir qui serait mangé. Comme dans la chanson, le sort tomba sur le plus jeune. Sauf qu'ici, il ne s'agissait pas d'une fiction.

Le jugement, dont on peut lire la transcription intégrale, n'était pas facile à rendre. La défense prétextait en effet que, sans une telle décision, les trois hommes seraient morts. Le meurtre et le cannibalisme avaient donc indéniablement permis de sauver deux vies sur trois. Elle prétextait aussi que les trois hommes s'étaient entendus à l'avance sur les règles du jeu. La décision était, en quelque sorte, tout à fait démocratique.

D'un côté, le raisonnement parfaitement rationnel et utilitaire de deux assassins qui avait permis de sauver deux vies. De l'autre, la simple inclination morale ou religieuse qui dit qu'on n'a pas le droit de tuer son prochain, quitte à ce que cela coûte la vie à trois hommes au lieu d'un seul.

Chaque année, Michael Sandel fait voter ses étudiants sur ce cas litigieux. En général, la salle est partagée. Un étudiant sur deux seulement appuie la décision de la cour, qui a finalement condamné les deux survivants pour meurtre.

Manifestants morts suffoqués en Thaïlande

Takbaï — Au moins 78 personnes sont mortes par suffocation ou écrasées après avoir été arrêtées et entassées dans des véhicules de police, à la suite d'émeutes qui se sont produites dans le sud de la Thaïlande, ont annoncé hier les autorités.

Lundi, les forces de sécurité thaïlandaises avaient tiré en l'air et employé des canons à eau ainsi que des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de deux milliers de jeunes musulmans qui demandaient la libération de six détenus dans la province de Narathiwat, près d'un commissariat de police. Les affrontements avaient fait six morts et 1300 personnes avaient été arrêtées.

Mais hier, un expert légiste qui travaille pour le ministère de la Justice, a déclaré qu'avec d'autres médecins, elle avait procédé à des autopsies sur 78 corps dans un camp militaire de la province de Pattani, et qu'ils avaient constaté que la plupart étaient morts par suffocation.

Le général Sinchai Nujathit, commandant adjoint de la quatrième armée, a reconnu que les victimes pourraient être mortes par suffocation «parce que nous avions plus de 1300 personnes entassées dans des camions». Il n'a pas révélé combien de camions avaient été utilisés.

DEPUIS 80 ANS... LA RADIO PARLÉE LA PLUS ÉCOUTÉE À MONTRÉAL ET ÇA CONTINUE...



MICHEL GAMACHE MYRIAM WOJCIK JUSTIN TRUDEAU PIERRE DUHAMEL PIÈRE TRUDEL NORMAND LESTER MARIO LANGLOIS ANIMATEUR MICHEL VASTEL JOSÉE LEGAULT YVES BOISVERT ALEX D'ARAGON PIERRE LACASSE RICHARD DESMARAIS RÉJEAN TREMBLAY MICHEL BEAUDRY NOUVELLES CULTURE MONDIAL ÉCONOMIE SPORTS MONDIAL LE TRIO DE L'ACTUALITÉ MÉTÉO CIRCULATION JUSTICE SPORTS HUMOUR

MARIO LANGLOIS ET SON ÉQUIPE DÈS 5H30 LE MATIN

NE MANQUEZ PAS DÈS 7H55 LE GRAND DÉBAT DE L'ACTUALITÉ

CKAC 730